

Les grandes lignes du programme de Valérie Pécresse, désignée candidate LR à la présidentielle

La présidente de la région Ile-de-France a été désignée candidate des Républicains à l'élection présidentielle, à l'issue du congrès du parti, samedi 4 décembre. Le point sur son programme "d'ordre".



Valérie Pécresse a remporté la candidature face à Eric Ciotti. Valérie Pécresse, a été désignée candidate des Républicains à l'élection présidentielle par les adhérents du parti. La présidente de la région Ile-de-France porte un projet d'"ordre" pour "relever notre pays", permettant selon elle **d'économiser 76 milliards d'euros par an** à l'horizon 2027. Voici les grandes lignes :

Économie

- Valérie Pécresse a indiqué au *Journal du dimanche* que sa première mesure serait de "revaloriser le travail, c'est une question de dignité". Elle souhaite donc **augmenter de 10% les salaires nets** des Français gagnant moins de 3000 euros nets. Une mesure qu'elle dit pouvoir financer par la "fin des 35 heures" et des suppressions de postes de fonctionnaires notamment.
- Hausse "de 10% des salaires nets jusqu'à 2,2 Smic", par un transfert aux entreprises des cotisations sociales vieillesse.
- Relance "dès le printemps 2022" de la réforme des retraites: départ à 65 ans, pension d'"au moins un Smic" si on a travaillé toute sa vie
- Hausse des pensions de réversion, cumul emploi-retraite possible
- Renforcement de la dégressivité des allocations chômage après six mois
- Droit au logement prioritaire" pour les travailleurs de première ligne
- Suppression de 200.000 postes de fonctionnaires mais création de 50.000 pour "protéger, éduquer, soigner"
- "Comité de la hache" de simplification administrative
- Fin des 35 heures de travail hebdomadaire

Immigration

- Valérie Pécresse souhaite présenter au Parlement "deux lois constitutionnelles qui seront soumises à référendum pour stopper l'immigration incontrôlée".
- Quotas annuels votés par le Parlement
- Fin des visas si les pays ne reprennent pas leurs ressortissants expulsés, "intensification" des charters
- Dépôt des demandes d'asile depuis les ambassades à l'étranger
- Prestations sociales conditionnées à "cinq ans de résidence régulière"
- Durcissement du regroupement familial

Laïcité, intégration

- Serment de "respect de la laïcité" pour les fonctionnaires, licenciement possible en cas de radicalisation
- Maintien en rétention des "terroristes radicalisés" après leur peine
- Interdiction du "port forcé" du voile ainsi que pour les accompagnatrices scolaires
- 30% maximum de logements sociaux par quartier

Sécurité, justice

- "5 milliards" d'euros pour équiper les forces de l'ordre et "9 milliards par an" pour les tribunaux
- Armement des polices municipales
- Jugements en "moins de six mois" pour les délits du quotidien et "15 jours" pour les violences conjugales
- Construction de "20.000 places de prison", ouverture de centres fermés pour les courtes peines
- Retenues sur salaires "contre les amendes impayées"
- Majorité pénale à 16 ans
- "Circonstance aggravante" pour certaines infractions commises "dans 72 zones de reconquête républicaine"
- Reconnaissance faciale dans les transports en commun

Climat, Energie

- Taxe carbone aux frontières de l'Europe
- Objectif de neutralité carbone "en 2050" : Livret Vert, aucun véhicule neuf à énergie thermique "en 2040"
- Lancement de 6 EPR
- Zones d'"interdiction d'implantation des éoliennes"

École

- Deux heures de français et une de maths en plus en primaire
- Examen d'entrée en 6e avec "classes de remise à niveau" en cas d'échec
- Création d'une "réserve éducative nationale" avec des profs à la retraite
- Autonomie renforcée des écoles et universités
- Revalorisation des carrières des enseignants, poursuites de "tous les faits" d'outrage ou agression

Famille, santé, culture

- Prime à la natalité de "900 euros par an" dès le premier enfant, hausse des allocations familiales
- Défisicalisation des pensions alimentaires des parents seuls
- Don défiscalisé aux descendants possible "tous les six ans"
- Recrutement de 25.000 soignants à l'hôpital
- Déconjugalisation de l'allocation adulte handicapé
- Création d'une journée nationale des héros français